

**ATTESTATION D'ASSURANCE**  
**ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE**  
**Artibat**

**Valable pour la période du 13/10/2020 au 31/12/2020**

AVIVA assurances  
Par l'intermédiaire de  
M LORRY O & MME MARTINEAU F  
Agent Général  
21 PLACE LOUIS XII  
41000 BLOIS  
Tél : 02 54 43 66 60 Fax : 02 54 42 11 06  
martineau-lorry@aviva-assurances.com  
Immatriculation ORIAS : 09052012 - 09052011  
www.orias.fr

SAS QUICK'UP CONSTRUCTION  
Route De Romorantin  
41200 VILLEFRANCHE SUR CHER

La société AVIVA certifie que SAS QUICK'UP CONSTRUCTION, immatriculé(e) sous le n° 82903886800016, est titulaire d'un contrat en vigueur n° 78589405 accordant les garanties visées ci-après pour les activités suivantes, **à l'exclusion de toute autre**, exercées par l'Assuré lui-même ou par ses sous traitants, dans le cadre d'un contrat de louage d'ouvrage ou de sous-traitance et afférentes à des **travaux de construction**.

● **Pour des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance édictée par l'article L.241-1 du Code des assurances :**

**N802 – Menuiseries intérieures**

Réalisation de tout travaux de menuiserie intérieure, y compris leur revêtement de protection, quel que soit le matériau utilisé, pour les portes, murs, plafonds, faux plafonds, cloisons, planchers, parquets y compris surélevés **hors sols sportifs**, revêtements, escaliers et garde corps, stands, expositions, fêtes, agencements et mobiliers.

**Cette activité comprend les travaux :**

- mise en œuvre des éléments de remplissage y compris les produits en résine ou en plastique et les polycarbonates,
- vitrerie non structurelle et miroiterie,
- habillage et de liaisons intérieures et extérieures,
- finition des parquets : replanissage, ponçage, mise en teinte, encaustiquage, vitrification et huilage des parquets.

**Ainsi que les travaux accessoires ou complémentaires de :**

- traitement préventif des bois, **hors curatif**.
- mise en œuvre des matériaux ou produits contribuant à l'isolation thermique, acoustique et à la sécurité incendie.

**A801 – Plâtrerie – Staff – Stuc – Gypserie**

Réalisation de plâtrerie en intérieur, cloisonnement, faux plafonds à base de plâtre et plafonds suspendus.

**Cette activité comprend les travaux de :**

- doublage thermique ou acoustique intérieur,
- mise en œuvre des matériaux ou produits contribuant à l'isolation thermique, acoustique et à la sécurité incendie.

**Cette activité comprend les travaux de accessoires ou complémentaires de :**

- menuiseries intégrées aux cloisons.

**Hors pose et raccordement d'inserts ou de foyers fermés et habillage de hotte.**

**M802 – Enduits liants hydrauliques**

**Enduits** liants hydrauliques, y compris préparation et nettoyage du support et les reprises ponctuelles de maçonnerie.

● **Pour des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance édictée par l'article L.241-1 du Code des assurances, ou non soumis à l'obligation d'assurance visés à l'article L.243-1-1 du Code des assurances :**

**M801 – Maçonnerie et béton armé**

Réalisation de maçonnerie en béton armé préfabriqué ou non, en béton précontraint préfabriqué, **hors précontrainte in situ**, en blocs agglomérés de mortier ou de béton cellulaire, en pierres naturelles ou briques, ceci tant en infrastructure qu'en superstructure, **hors bassin, piscine, fosse à lisier et silo**, par toutes les techniques de maçonnerie de coulage, hourdage, **hors revêtement mural agrafé, attaché ou collé**.

**Cette activité comprend les travaux :**

- terrassement, drainage et canalisations enterrées,
- VRD,
- enduits à base de liants hydrauliques ou de synthèse,
- ravalement en maçonnerie,
- briquetage, pavage,
- dallage suivant le DTU 13.3 **dont la superficie est inférieure à 500 m<sup>2</sup>**, chape,
- fondations **autres que pieux, micro-pieux, barrettes, parois moulées, palplanches et toutes autres techniques visées au DTU 13.2 et hors fondations d'éoliennes**,
- murs de soutènement d'une hauteur maximale de 2,50 mètres et d'une longueur de 10 mètres, **ne supportant ni remblais de voies ferrées, ni soubassement routier**,
- carrelage, faïence et revêtement en matériaux durs à base minérale,

**Ainsi que les travaux accessoires ou complémentaires de :**

- mise en œuvre d'un traitement physique ou physico-chimique préventif anti-termite objet d'une certification CTB-P+ en cours de validité,
- complément d'étanchéité des murs enterrés,
- pose de matériaux contribuant à l'isolation intérieure,
- pose de renforts bois ou métal nécessités par l'ouverture de baies,
- démolition, déconstruction d'ouvrages par des moyens manuels ou mécaniques de bâtiments comportant au plus 3 niveaux (R+2) **hors explosifs, décontamination et intervention sur des matériaux contenant de l'amiante**.
- démolition par carottage ou sciage, créations d'ouvertures limitées à 2,5 mètres de largeur dans des bâtiments de 3 niveaux maximum (10 mètres de hauteur maximale),
- pose d'huissières,
- pose d'éléments simples de charpente (pannes, chevrons et liteaux), **ne comportant ni entaille, ni assemblage**, et scellés directement à la maçonnerie, **et à l'exclusion de toute charpente préfabriquée dans l'industrie**,
- plâtrerie,
- calfeutrement de joints.

**Et les travaux maçonnés suivants liés à la fumisterie :**

- construction, réparation et entretien d'âtres et foyers ouverts à usage domestique **hors four et cheminée industriels, foyers fermés, inserts et ramonage**,
- conduits de fumées et de ventilation à usage domestique et individuel,
- ravalement et réfection des souches,
- revêtements en carreaux et panneaux de faïence.

Les activités de CONSTRUCTEUR DE MAISONS INDIVIDUELLES (articles L231-1 et L232-1 du code de la construction et de l'Habitation) SONT EXCLUES DU CHAMP D'APPLICATION DES GARANTIES DU CONTRAT.

Pour l'application du contrat, la signification contractuelle du terme **réalisation** et de la **notion des travaux accessoires et/ou complémentaires** est la suivante :

Le terme **réalisation** comprend pour toutes les activités désignées ci-après, la conception, la mise en œuvre y compris la préparation des supports, la transformation, le confortement, la réparation, la maintenance, l'entretien et le montage-leveage.

La notion des **travaux accessoires et/ou complémentaires**, comprend la réalisation des travaux nécessaires et indispensables à l'exécution des travaux relevant de l'activité principale définie. Ces travaux répertoriés comme accessoires ou complémentaires ne peuvent faire l'objet d'un marché de travaux à part entière. Si tel est le cas, l'attestation d'assurance doit reproduire précisément l'activité objet du marché des travaux. A l'inverse, ces travaux seraient alors réputés non garantis.

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles ou missions listées ci-avant,

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus, pour les garanties de Responsabilité Décennale obligatoire et complémentaire du sous-traitant.  
L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du Code des assurances.

aux réclamations formulées pendant la validité de la garantie conformément aux dispositions de l'article L 124-5 du Code des assurances, pour les autres garanties de responsabilité.

- aux travaux réalisés en **France métropolitaine et Départements et régions d'outre-mer** pour la garantie Responsabilité Civile Décennale obligatoire.

aux dommages survenus en **France métropolitaine**, pour les garanties complémentaires de responsabilité civile décennale.

- aux dommages survenus en **France métropolitaine, dans les pays membres de l'Union européenne et de l'Association européenne de libre échange ainsi que dans les principautés de Monaco et d'Andorre** pour les garanties RC Exploitation et Après Livraison des travaux au **MONDE ENTIER**, au titre de missions temporaires à l'étranger *pour moins de trois mois et pour les seuls litiges relevant de la compétence des juridictions françaises ou monégasques* pour la garantie RC Exploitation
- aux chantiers dont le **coût total de construction HT tous corps d'état**, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de **10 000 000 EUR**.

- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :

- travaux de construction répondant, **à la date de début de leur exécution**, à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P<sup>1</sup> ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P<sup>2</sup>,
- procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
  - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P<sup>3</sup>,
  - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
  - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité,
  - d'un document édité par les Pouvoirs Publics (notamment les fascicules du CCTG applicables aux marchés des Travaux Publics),
  - d'un Cahier des Charges visé favorablement par un contrôleur technique agréé et en cours de validité.

- aux travaux ne présentant pas un caractère exceptionnel (Cf définition en annexe).

**Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur qui, après examen et appréciation des éléments, détermine les conditions de garantie et de tarif dans lesquelles une extension pourrait être délivrée.**

1) Les Règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com))

2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE ([www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr](http://www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr))

3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com))



**AVIVA ASSURANCES**  
Siège social : 13 rue du Moulin Bailly - 92270 Bois-Colombes.  
Société anonyme d'Assurances Incendie Accidents et Risques Divers.  
Entreprise régie par le code des assurances.  
Capital social : 178 771 908,38 €.  
306 522 665 R.C.S. Nanterre

**AVIVA VIE**  
70, avenue de l'Europe - 92270 Bois-Colombes  
Société anonyme d'Assurances Vie et de Capitalisation.  
Entreprise régie par le code des assurances.  
Capital social : 1 205 528 532,67 €.  
732 020 805 R.C.S. Nanterre

## GARANTIES - MONTANTS - FRANCHISES

| Responsabilité civile Exploitation et Après livraison des travaux   |  |   |
|---|--|---|
| Nature des garanties  | Montant des garanties  | Franchise par sinistre  |
| <b>Garanties de base R.C. exploitation</b>  |  |   |
| Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs  | 6 100 000 EUR par sinistre   | Franchise de base applicable à l'ensemble des garanties sauf mention contraire ci-dessous :<br>Néant pour les dommages corporels<br>10% du montant des autres dommages avec un minimum de 250 EUR et un maximum de 1 500 EUR  |
| <b>Dont :</b>   |  |   |
| Accidents du travail ou maladies professionnelles résultant de la faute inexcusable de l'employeur ou de ses substitués | 2 000 000 EUR par année d'assurance                                  | Néant   |
| Dommages matériels et immatériels consécutifs   | 1 000 000 EUR par sinistre   | Application de la franchise de base, sauf travaux par points chauds en cas de non respect des consignes de sécurité :<br>- Sites industriels, entrepôts & centres commerciaux = 10% du montant des dommages, mini 4 000 EUR - maxi 15 000 EUR<br>- Autres bâtiments = 4 000 EUR |
| Dommages aux biens confiés  | 160 000 EUR par sinistre   | Application de la franchise de base sauf biens confiés pendant transport 800 EUR  |
| Atteinte accidentelle à l'environnement (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs)                      | 310 000 EUR par sinistre et par année d'assurance                    | Application de la franchise de base   |
| <b>Garanties de base R.C. après livraison des travaux</b>   |  |   |
| Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs y compris frais de recherche des désordres                     | 1 000 000 EUR par sinistre et par année d'assurance                  | Néant pour les dommages corporels<br><br>Application de la franchise de base pour les autres dommages   |
| <b>Extensions facultatives</b>  |  |   |
| Engins spéciaux, matériels de travaux publics   | 160 000 EUR par sinistre   | 10% du montant des autres dommages avec un minimum de 500 EUR et un maximum de 3 000 EUR  |
| Dommages immatériels non consécutifs  | 40 000 EUR par sinistre  | 4 000 EUR   |
| Erreur d'implantation   | 80 000 EUR par sinistre  | 4 000 EUR   |
| Frais destinés à pallier à un retard  | 16 000 EUR par chantier et 40 000 EUR par sinistre et par pathologie | 150 EUR par chantier  |



### Assurance de Responsabilité Décennale obligatoire

Pour les chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à **10 000 000 EUR HT (Travaux et honoraires compris)**.

Au-delà de ce montant, qui conditionne l'application du contrat, l'Assuré devra présenter une demande d'extension des garanties en vue de permettre à l'assureur d'établir l'avenant d'adaptation correspondant. A défaut, l'Assuré encourt l'application de la régie proportionnelle visée à l'article L.121-5 du Code des assurances.

| Responsabilité civile décennale des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance édictée par l'article L.241-1 du Code des assurances  |   |   |
|--|---|---|
| Nature des garanties   | Montant des garanties   | Franchise par sinistre  |
| <b>Garantie de base</b>  |   |   |
| Responsabilité civile décennale obligatoire :<br><br>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.<br><br>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.<br><br>Durée et maintien de la garantie :<br><br>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée. | En Habitation :<br><br>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.<br><br>Hors Habitation :<br><br>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances. | 10% du montant des dommages avec un minimum de 500 EUR et un maximum de 2 500 EUR |

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.



**AVIVA ASSURANCES**  
Siège social : 13 rue du Moulin Bailly - 92270 Bois-Colombes.  
Société anonyme d'Assurances Incendie Accidents et Risques Divers.  
Entreprise régie par le code des assurances.  
Capital social : 178 771 908,38 €.  
306 522 665 R.C.S. Nanterre

**AVIVA VIE**  
70, avenue de l'Europe - 92270 Bois-Colombes  
Société anonyme d'Assurances Vie et de Capitalisation.  
Entreprise régie par le code des assurances.  
Capital social : 1 205 528 532,67 €.  
732 020 805 R.C.S. Nanterre

**Responsabilité civile décennale des ouvrages soumis à l'obligation  
d'assurance édictée par l'article L.241-1 du Code des assurances**

| Nature des garanties  | Montant des garanties                             | Franchise par sinistre  |
|---|---|---|
| <b>Garanties complémentaires après réception</b>  |   |   |
| Décennale sous-traitant :<br><br>Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisé en qualité de sous-traitant.<br><br>Durée et maintien de la garantie :<br><br>Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception. | 6 100 000 EUR par sinistre                        | 10% du montant des dommages avec un minimum de 500 EUR et un maximum de 2 500 EUR |
| Dommages aux existants (1)  | 160 000 EUR par sinistre                          | Voir franchise ci-dessus  |
| Garanties de bon fonctionnement (1)   | 400 000 EUR par sinistre                          | Voir franchise ci-dessus  |
| Dommages immatériels consécutifs (1)  | 100 000 EUR par sinistre                          | Voir franchise ci-dessus  |
| Dommages intermédiaires (1)   | 400 000 EUR par sinistre et par année d'assurance | Voir franchise ci-dessus  |



**AVIVA ASSURANCES**  
Siège social : 13 rue du Moulin Bailly - 92270 Bois-Colombes.  
Société anonyme d'Assurances Incendie Accidents et Risques Divers.  
Entreprise régie par le code des assurances.  
Capital social : 178 771 908,38 €.  
306 522 665 R.C.S. Nanterre

**AVIVA VIE**  
70, avenue de l'Europe - 92270 Bois-Colombes  
Société anonyme d'Assurances Vie et de Capitalisation.  
Entreprise régie par le code des assurances.  
Capital social : 1 205 528 532,67 €.  
732 020 805 R.C.S. Nanterre

Pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance, les garanties s'appliquent aux seuls travaux portant sur des opérations de construction dont le coût total prévisionnel n'excède pas **1 000 000 EUR HT** (Travaux et honoraires compris)

Au-delà de ce montant l'assuré devra présenter une demande d'extension des garanties en vue de permettre à l'assureur d'établir l'avenant d'adaptation correspondant. Faute de souscrire un tel avenant, **la garantie n'est pas acquise.**

| Responsabilité Civile Décennale des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance<br>(article L.243-1-1 du Code des assurances) |   |                        |
|--|---|------------------------|
| Nature des garanties (1)   | Montant des garanties                             | Franchise par sinistre |
| Dommages matériels compromettant la solidité et/ou la stabilité de l'ouvrage   | 300 000 EUR par sinistre et par année d'assurance | 1 500 EUR              |

(1) y compris lorsque l'Assuré est titulaire d'un contrat de sous-traitance.

Les montants de garanties et franchises, visées ci-dessus, sont soumis à revalorisation en fonction de l'évolution, entre la date de prise d'effet du contrat et la date de déclaration du sinistre, de l'indice

- BT01 pour les Ouvrages de construction soumis aux obligations d'assurance édictées par les articles L.241-1, L.241-2 et L.242-1 du code des assurances,
- TP01 pour les Ouvrages de construction visés à l'article L.243-1-1 du code des assurances,

A l'exception toutefois du plafond de 6 100 000 EUR fixé pour les garanties Responsabilité civile exploitation.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait en 1 exemplaire de 8 page(s)

Fait à BLOIS, le 17 Septembre 2020

L'Agent général



**AVIVA Assurances**  
BLOIS  
21 PLACE LOUIS XII  
41000 BLOIS  
N° Orias : 09052012 - 09052011



## Annexe Travaux à caractère exceptionnel

### Travaux à caractère exceptionnel :

Sont considérés comme *travaux présentant un caractère exceptionnel* ceux exécutés par des entreprises de maçonnerie, béton armé, charpente en fer ou en bois et de construction métallique pour la réalisation d'ouvrages qui comportent une ou plusieurs des particularités suivantes :

|   |                 |  |                             |
|---|-----------------|--|-----------------------------|
| Grande portée   |                 |  |                             |
| Portée (entre axes des appuis)<br>Supérieure à  |                 |  | Porte à faux<br>Supérieur à |
| Bois  | poutres<br>arcs | 60 mètres<br>100 mètres                            | 20 mètres<br>20 mètres      |
| Béton   | poutres<br>arcs | 80 mètres<br>120 mètres                            | 20 mètres<br>20 mètres      |
| Acier   | poutres<br>arcs | 80 mètres<br>120 mètres                            | 25 mètres<br>25 mètres      |
| Grande hauteur hors sol   |                 |  |                             |
| Hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage)<br>Supérieure à   |                 |  |                             |
| Hall sans plancher intermédiaire  |                 |  | 40 mètres                   |
| Ouvrage à étages  |                 |  | 70 mètres                   |
| Réservoir   |                 |  | 60 mètres                   |
| Gazomètre   |                 |  | 60 mètres                   |
| Réfrigérant   |                 |  | 110 mètres                  |
| Tour hertzienne   |                 |  | 100 mètres                  |
| Cheminées des ouvrages de construction  |                 |  | 120 mètres                  |
| Grande longueur   |                 |  |                             |
| Tunnel et galerie forés dans le sol   |                 |  |                             |
| d'une section brute de percement supérieure à 80 mètres   |                 | d'une longueur totale supérieure à<br>2 000 mètres |                             |
| Ouvrage de franchissement routier ou ferroviaire, comportant plusieurs travées, d'une longueur totale<br>de culée à culée égale ou supérieure à 600 mètres  |                 |  |                             |
| Grande profondeur des parties enterrées   |                 |  |                             |
| Parties enterrées dont la hauteur (au-dessous du point le plus haut du sol entourant l'ouvrage) est<br>supérieure à 20 mètres   |                 |  |                             |
| Grande hauteur des fondations   |                 |  |                             |
| Pieux (ou puits de fondations) de plus de 30 mètres, après recépage   |                 |  |                             |
| Grande capacité   |                 |  |                             |
| Batterie de silos comportant des cellules d'une capacité unitaire supérieure à 3 000 m <sup>3</sup><br>Silo à cellule unique dont le fond suspendu est porté par la structure, d'une capacité supérieure à<br>8 000 m <sup>3</sup><br>Silo avec dallage reposant sur le sol (silo masse) d'une capacité supérieure à 20 000 m <sup>3</sup><br>Réservoir d'eau au sol d'une capacité supérieure à 5 000 m <sup>3</sup><br>Château d'eau d'une capacité supérieure à 3 000 m <sup>3</sup> |                 |  |                             |

Qualifications Qualibat /  
FNTF correspondantes  
de technicité confirmée

Les travaux répondant à la définition de *travaux de caractère exceptionnel* doivent :

- être exécutés par des entreprises titulaires des qualifications Qualibat ou des qualifications FNTF pour les entreprises de génie civil, correspondantes à la nature desdits travaux et de technicité confirmée au minimum, à la date de passation du marché,
- faire l'objet d'un contrôle technique portant au minimum sur la solidité des ouvrages de viabilité, de fondations, d'ossature, de clos et de couvert ainsi que des éléments indissociablement liés au sens de l'article 1792-2 du Code civil.